

Les réactions des acteurs locaux et des personnes en situation de pauvreté face à la crise

Le rapport 2011-2012 de l'ONPES présente les résultats d'une enquête de terrain destinée à mieux connaître les opinions et attitudes des personnes en situation de pauvreté confrontées à la crise économique ainsi que les stratégies d'adaptation mises en œuvre à l'échelle d'un bassin d'emploi par les acteurs territoriaux, publics, privés ou associatifs.

Un sentiment de diffusion de la précarité

Les acteurs locaux font état d'une extension de la pauvreté à des publics inconnus jusqu'alors et d'une intensification de l'exclusion pour des personnes déjà fortement touchées. En reléguant dans l'ombre les plus fragiles et en rendant plus difficiles leur prise en charge dans un contexte budgétaire particulièrement tendu, l'apparition de nouveaux publics aurait ainsi contribué à dégrader la situation de ceux qui étaient déjà connus des services.

Renforçant un sentiment d'impasse, la crise s'est également traduite par une inquiétude grandissante des plus exclus. Ce sentiment rejoint les résultats des enquêtes menées par le secteur associatif sur des échantillons plus importants de population. Le baromètre annuel du Secours populaire montre ainsi qu'en 2011, 85 % des Français redoutent qu'à l'avenir leurs enfants soient confrontés à la pauvreté.

Si les conséquences de la crise se sont fait sentir de façon différente selon les territoires, elles ont toutes été dans le sens d'une plus grande précarité du travail et se sont traduites par une augmentation des tensions entre les personnes en situation de précarité et les institutions en charge de leur réinsertion, celles-ci apparaissant dans l'incapacité de trouver des issues.

La brutalité de la crise et l'absence de perspectives de reprise ont conduit les entreprises dans les trois territoires étudiés¹ à enchaîner les mesures de flexibilité externe et interne. Réduction du nombre, de la durée et de la fréquence des missions d'intérim, raccourcissement des contrats à durée déterminée et des temps partiels, développement de la sous-traitance y compris pour les postes qualifiés de l'industrie, recours à l'auto-entrepreneuriat en substitution d'emplois salariés pérennes, augmentation des formes variables de rémunération, sont autant de modalités qui ont renforcé les processus de précarisation de l'emploi et l'exposition aux risques de pauvreté hors et en emploi.

La crise renforce l'attente de justice sociale et de protection contre la précarité

Au-delà des conséquences objectives sur la situation des personnes, la crise a eu des répercussions plus intimes. Les préoccupations de survie au jour le jour et l'urgence financière amoindrissent les capacités de résistance des plus précaires. Elles induisent une difficulté à se projeter dans l'avenir et sont source d'inquiétudes et d'anxiété, en particulier pour les parents dont les enfants connaissent des difficultés d'insertion. Au désarroi de ne pouvoir secourir financièrement leur famille, s'ajoutent la culpabilité, l'incompréhension, voire la révolte lorsque ces jeunes sont diplômés et que les parents pensent avoir réussi leur mission éducative, souvent au prix d'efforts considérables. Le découragement des personnes les plus exclues peut aussi se muer en repli sur soi, dont les institutions d'accueil mesurent l'effet au travers d'un non-recours aux droits notable et d'une passivité vis-à-vis de l'accompagnement qui interpelle fortement les élus. Les raisons du non-recours sont multiples et déjà documentées : sentiment qu'il existe des situations plus difficiles que la sienne propre, honte de devoir demander une aide, découragement face à l'incompréhension du vécu et de la situation dans laquelle ces personnes sont immergées, sentiment ou expérience qui forge l'idée que l'on ne répondra pas à leurs problèmes et à leurs attentes, complexité des démarches à effectuer.

¹ Grenoble, Montbéliard, Périgueux

Ces mêmes attitudes de découragement et de repli peuvent s'amplifier par des tensions et des phénomènes de dégradation des relations familiales (ruptures dans le couple ou entre parents et enfants). Tout comme les ruptures familiales, en renforçant la précarité, conduisent parfois des jeunes à l'errance, un phénomène qui irait croissant selon les professionnels de l'accompagnement.

Les acteurs de l'accompagnement social et professionnel cherchent à s'adapter à la crise

Avec l'arrivée de nouveaux demandeurs d'emploi et/ou de bénéficiaires du RSA, les professionnels de l'accompagnement ont été contraints de gérer l'urgence. La qualité de l'accompagnement a pu s'en trouver affectée, ce qui a pu engendrer des formes de souffrance multiples : incompréhension et agressivité de la part des personnes en situation de précarité, désarroi et découragement des acteurs.

Les institutions cherchent cependant à se réorganiser afin de répondre à la situation actuelle. Ceci passe par une volonté de rationaliser les coûts en réduisant les sommes individuellement allouées aux bénéficiaires de l'aide d'urgence pour en faire profiter un plus grand nombre, ou en recherchant une optimisation des aides entre différents partenaires (CCAS, conseils généraux, associations). L'innovation porte également sur la simplification des procédures pour un meilleur accès aux aides. Des dispositifs de redistribution locale sont également expérimentés tels que : épicerie solidaire, allocation municipale d'habitation pour les locataires en difficulté, allocation spécifique pour les personnes âgées, fonds énergie et logement, microcrédit sans condition de ressources ni d'inscription au fichier de la Banque de France.

Des expérimentations ont également été menées dans le domaine de l'emploi et de la formation. Elles témoignent de la réactivité des territoires lorsqu'ils peuvent mobiliser des coopérations transverses entre acteurs de statut varié : allongement de la durée des contrats d'insertion pour des personnes les plus exclues, création dans les SIAE de postes spécifiques axés sur le transfert de compétences pour travailleurs en fin de carrière ; actions de formation de publics spécifiques tels que les salariés en chômage partiel ou les personnes en emploi précaire, les habitants de ZUS, les femmes chefs de famille monoparentale.

Bien que partielle, cantonnée à trois bassins d'emploi, l'étude souligne que la crise n'est pas un phénomène simplement économique. Elle étend dans la durée ses répercussions en termes de précarité de l'emploi, du logement, de la santé, des relations familiales et engendre une forme d'épuisement, tant pour les personnes touchées que pour les acteurs sociaux. L'apparition de nouvelles populations, l'extension de la pauvreté, l'aggravation de la situation de certaines personnes débouchent sur deux interrogations majeures : la réversibilité des situations sociales les plus dégradées et la crise de confiance dans les institutions de solidarité collective. Que la crise dure ou non, il faudra repenser les stratégies de lutte contre la pauvreté et l'exclusion afin qu'elles deviennent l'affaire de tous. Cette manière de voir amène à considérer la lutte contre les inégalités à la fois comme un enjeu de justice et de cohésion sociale. Elle encourage aussi les initiatives conduites en partenariat, ou dans le cadre de missions de service public avec l'objet de redonner espoir et de réhabiliter les capacités de tous.